

# TABLE DES MATIÈRES

## 1

### **Gestation pour autrui : bref état des lieux**.....

7

Didier PIRE

avocat au barreau de Liège-Huy, maître de conférences à l'ULiège

#### Section 1

#### **Notion – Définitions**..... 8

#### Section 2

#### **La G.P.A. en droit belge**..... 9

##### A. **Illicéité de la convention mais pas interdiction de l'opération**..... 9

##### B. **Filiation maternelle**..... 10

##### C. **Filiation paternelle ou comaternelle**..... 11

###### 1. La mère porteuse est célibataire..... 11

###### 2. La mère porteuse est mariée..... 13

###### 3. Revirement du père d'intention..... 15

##### D. **Autorité parentale**..... 15

#### Section 3

#### **L'accueil des décisions et actes d'état civil étrangers**..... 15

##### A. **Situation du problème**..... 15

##### B. **Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme**..... 16

##### C. **Accueil des décisions et actes étrangers en Belgique**..... 19

## 2

### **Six années de jurisprudence en matière de parts contributives** ..... 21

Sophie LOUIS

juge au tribunal de première instance de Liège, maître de conférences à l'ULiège

#### **Introduction** ..... 22

##### Section 1

#### **Caractéristiques de l'obligation parentale d'entretien, contenu et montant** ..... 22

##### Section 2

#### **Frais extraordinaires** ..... 50

##### Section 3

#### **Durée** ..... 61

##### Section 4

#### **Mode de calcul** ..... 68

##### Section 5

#### **Modalités, procédure et exécution** ..... 83

## 3

### **Le principe légal de non-séparation des fratries : contours, réflexions et perspectives** ..... 95

Michaël MALLIEN

professeur à l'EPHEC, chargé de cours invité à l'UNamur, maître de conférences à l'U.L.B.,  
collaborateur scientifique à l'UCLouvain, avocat au barreau de Bruxelles

#### **Introduction** ..... 96

##### Section 1

#### **Un droit fondamental des frères et sœurs aux liens personnels : les relations de fratrie dans le cadre de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme** ..... 96

Section 2	
<b>La loi du 20 mai 2021 : approche générale et champ d'application</b> .....	99
A. <b>Genèse et économie globale de la loi</b> .....	99
B. <b>Difficultés quant au champ d'application</b> .....	102
1. Le législateur fédéral a-t-il outrepassé sa sphère de compétence?.....	102
2. La notion de « frères et sœurs ».....	104
Section 3	
<b>L'étendue et la mise en œuvre des principes garantissant l'unité des fratries</b> .....	109
A. <b>Notions et quelques précisions</b> .....	109
B. <b>Mise en œuvre sur le plan judiciaire</b> .....	111
C. <b>Les aspects matériels : l'unité de la fratrie et les autres critères légaux</b> .....	113
1. Un critère non absolu.....	113
2. Dérogation générale : l'intérêt de l'enfant apprécié <i>in concreto</i> par le juge.....	114
3. Dérogations spécifiques.....	115
D. <b>L'aspect procédural : le droit de l'enfant d'être entendu dans les contentieux relatifs à ses (demi-)frères, (demi-)sœurs et membres de la fratrie « assimilée »</b> .....	119
Section 4	
<b>Le droit des frères et sœurs aux relations personnelles</b> .....	120
Section 5	
<b>L'unité des fratries en cas de tutelle</b> .....	122
<b>Conclusion</b> .....	123

## 4

<b>Les personnes majeures protégées : le point en 2023</b> .....	125
--	-----

François DEGUEL

avocat au barreau de Liège-Huy, collaborateur scientifique à l'ULiège

<b>Introduction</b> .....	127
Section 1	
<b>Procédure</b> .....	128
A. <b>Compétence</b> .....	128

B. Certificat médical.....	130
C. Voies de recours.....	140
D. Droit international privé.....	141
Section 2	
<b>Mise sous administration</b> .....	142
Section 3	
<b>Intervenants</b> .....	148
Section 4	
<b>Missions et pouvoirs de l'administrateur</b> .....	157
A. Missions.....	157
B. Actes que l'administrateur ne peut jamais accomplir - article 497/2.....	167
C. Actes que l'administrateur peut accomplir seul.....	170
D. Actes soumis à l'autorisation préalable du juge de paix.....	174
Section 5	
<b>(In)Capacité de la personne protégée</b> .....	187
Section 6	
<b>Contrôle et sanction de l'administrateur</b> .....	206
Section 7	
<b>Fin de la mesure</b> .....	218
Section 8	
<b>Protection extrajudiciaire</b> .....	220

5

**L’articulation entre la justice familiale  
et l’intervention protectionnelle fondée  
sur le Code de la prévention, de l’aide à la jeunesse  
et de la protection de la jeunesse –  
Questionnements et réflexions juridiques à partir  
de la parole des acteurs** ..... 235

Mathilde DELGRANGE

avocate au barreau du Luxembourg

Camille GAMI-ARNOLD

doctorante à l’UOttawa

Thierry MOREAU

avocat au barreau du Brabant wallon, professeur extraordinaire à l’UCLouvain, directeur  
du Centre interdisciplinaire des droits de l’enfant

**Introduction** ..... 237

Section 1

**Les situations qui posent problème lorsqu’il s’agit  
d’évaluer l’articulation entre le civil et le protectionnel** ..... 239

- A. **Les situations mises en évidence par le Rapport de recherche** ..... 240
- B. **Quelques remèdes suggérés par les acteurs** ..... 242
- C. **Quelques éléments d’analyse de la parole des acteurs** ..... 244

Section 2

**Les échanges d’informations entre la justice familiale  
et le champ protectionnel** ..... 246

- A. **L’opinion des acteurs recueillie lors de la recherche** ..... 247
  - 1. Les arguments invoqués en faveur du principe d’étanchéité ..... 247
  - 2. Les arguments avancés en défaveur du principe d’étanchéité ..... 249
  - 3. Les pratiques concrètes de contournement du principe d’étanchéité ..... 250
- B. **L’état de la jurisprudence des juridictions de la famille** ..... 252
  - 1. Concernant la transmission des programmes d’aide et des applications de mesures ..... 253
  - 2. Concernant les autres pièces des dossiers protectionnels ..... 259
  - 3. Quelques éléments d’appréciation critique ..... 261
- C. **Des ressources juridiques au service des acteurs** ..... 265
  - 1. L’intérêt de l’enfant ..... 265
  - 2. Le respect du droit à la vie privée ..... 270

Section 3	
<b>Les articles 7 et 7/1 de la loi du 8 avril 1965</b>	276
A. <b>L'opinion des acteurs recueillie lors de la recherche</b>	279
B. <b>L'état de la jurisprudence des juridictions de la famille</b>	281
1. L'articulation entre le tribunal de la jeunesse et le tribunal de la famille	282
2. Le directeur de la protection de la jeunesse et les modalités d'hébergement	283
3. Les questions de nature procédurale	287
C. <b>Des ressources juridiques pour les acteurs</b>	294
<b>Conclusion</b>	295

## 6

<b>À la croisée du droit pénal spécial et du droit de la famille : état des lieux en 2023</b>	297
---	-----

Géraldine FALQUE

assistante à l'ULiège, avocate au barreau de Liège-Huy

Patrick LAMBOTTE

assistant à l'ULiège, avocat au barreau de Liège-Huy

<b>Introduction</b>	298
---------------------	-----

Section 1	
<b>Les infractions liées aux couples</b>	299
A. <b>Les infractions liées à l'état civil</b>	299
1. Généralités	299
2. Le mariage et la cohabitation légale forcés	300
3. Le mariage et la cohabitation légale simulés	303
4. La bigamie	305
B. <b>Les infractions liées aux violences physiques et psychiques</b>	307
1. Le harcèlement entre partenaires ou ex-partenaires	307
2. Le harcèlement « téléphonique » entre partenaires ou ex-partenaires	311
3. Les lésions corporelles volontaires	311
4. Les violences sexuelles	314

## Section 2

<b>Les infractions liées aux enfants</b> .....	327
<b>A. Les infractions liées à l'état civil</b> .....	327
1. Généralités.....	327
2. Les infractions liées à la déclaration de la naissance d'un enfant.....	328
3. L'absence de déclaration d'un nouveau-né trouvé.....	329
4. La substitution, la supposition et la suppression d'enfant.....	331
<b>B. Les infractions en matière d'adoption</b> .....	332
<b>C. Les infractions liées aux soins</b> .....	335
1. Le délaissement.....	335
2. L'abandon, le refus de reprise ou le refus d'entretien.....	338
3. La privation d'aliments ou de soins.....	341
4. Le défaut d'entretien.....	343
<b>D. Les infractions liées aux violences physiques et psychiques</b> .....	345
1. L'infanticide.....	345
2. Les lésions corporelles volontaires.....	345
3. Les violences sexuelles.....	347
<b>E. Les infractions liées aux modalités de garde au sens large</b> .....	358
1. L'enlèvement d'un mineur.....	358
2. Le recel d'un mineur.....	360
3. La non-représentation d'un mineur par celui qui en a la charge.....	360
4. La non-représentation d'un mineur par le père ou la mère.....	361
<b>F. Les infractions liées aux modalités financières</b> .....	366
1. L'abandon de famille.....	366
2. L'organisation frauduleuse d'insolvabilité.....	372

## Section 3

<b>Les infractions liées aux parents et autres ascendants</b> .....	377
<b>A. Les infractions liées aux soins</b> .....	377
<b>B. Les infractions liées aux violences physiques et psychiques</b> .....	377
1. Le parricide.....	377
2. Les lésions corporelles volontaires.....	378
3. Les violences sexuelles.....	379

## Section 4

<b>Les infractions liées au patrimoine</b> .....	379
<b>A. Le faux serment lors d'un inventaire</b> .....	379
1. Les éléments constitutifs.....	380

2. Les peines.....	381
<b>B. La méconnaissance des mesures judiciaires relatives au mobilier des époux .....</b>	<b>381</b>
1. Les éléments constitutifs.....	381
2. Les peines.....	382
<b>Section 5</b>	
<b>Les immunités et causes d'excuse absolutoires en raison des liens familiaux.....</b>	<b>382</b>
A. L'immunité pénale en matière de vol et d'autres infractions.....	382
B. Les causes d'excuse absolutoires .....	385
1. Le recel de personne et de cadavre.....	385
2. Les faux témoignages.....	385
<b>Conclusion.....</b>	<b>386</b>

## 7

### **Éléments de droit comptable et de droit des sociétés en relation avec le droit familial .....**

Olivier D'AOUT

avocat aux barreaux de Liège et de Charleroi, maître de conférences à l'ULiège, coordinateur du Certificat en fiscalité de l'UCLouvain-Mons, membre du Tax Institute de l'ULiège

Malvine CHAPELLE

avocate au barreau de Liège-Huy

<b>Introduction.....</b>	<b>389</b>
<b>Section 1</b>	
<b>L'obligation d'entretien et d'éducation des enfants .....</b>	<b>389</b>
<b>Section 2</b>	
<b>Le devoir de secours entre époux .....</b>	<b>390</b>
<b>Section 3</b>	
<b>La pension alimentaire après divorce .....</b>	<b>391</b>
<b>Section 4</b>	
<b>Les revenus de la famille .....</b>	<b>393</b>
A. Principes.....	393
B. Exemple.....	394



1. Bilan .....	394
2. Comptes de résultats.....	397
3. Comptes d'affectation.....	400
<b>C. Les rémunérations proprement dites.....</b>	<b>401</b>
1. Règles de droit.....	401
2. Applications <i>in concreto</i> .....	404
<b>D. Les avantages de toute nature.....</b>	<b>406</b>
1. Règles de droit.....	406
2. Applications <i>in concreto</i> .....	408
<b>E. Les rémunérations différées.....</b>	<b>409</b>
1. Règles de droit.....	409
2. Applications <i>in concreto</i> .....	410
<b>F. Les tantièmes.....</b>	<b>411</b>
1. Règles de droit.....	411
2. Applications <i>in concreto</i> .....	411
<b>G. Les bénéfices non distribués de la société.....</b>	<b>412</b>
1. Règles de droit.....	412
2. Applications <i>in concreto</i> .....	417
5. Comptes d'affectation.....	419
<b>H. Le compte courant administrateur ou actionnaire.....</b>	<b>420</b>
1. Règles de droit.....	420
2. Applications <i>in concreto</i> .....	422
<b>I. Conclusion.....</b>	<b>422</b>
<b>Conclusion générale.....</b>	<b>423</b>
<b>Annexe 1 – Calcul de base de l'impôt des personnes physiques suivant la rémunération officiellement attribuée.....</b>	<b>424</b>
<b>Annexe 2 – Calcul de base de l'impôt des personnes physiques avec réincorporation des rémunérations différées (assurances groupe/E.I.P.).....</b>	<b>428</b>
<b>Annexe 3 – Calcul de base de l'impôt des personnes physiques avec réincorporation des rémunérations différées (assurances groupe/E.I.P.) et du tantième.....</b>	<b>432</b>